

ÉCONOMIE | FINISTÈRE

L'ÉCONOMIE MARITIME

DÉFENSE, INDUSTRIE, RECHERCHE : LES PILIERS DE L'ÉCONOMIE MARITIME FINISTÉRIENNE

#1 | Septembre 2026

OBSERVATOIRE | Note d'analyse



Crédit : Alexandre Lamoureux - Tourisme Bretagne

42 064

emplois maritimes
en 2024 dans
le Finistère



+0,1 % entre 2019
et 2024, soit **33** emplois
supplémentaires

La Défense, la construction
et réparation navale,
produits de la mer alimentaire,
enseignement supérieur
et recherche maritime
représentent :

84 % du total
des emplois
de l'économie
maritime finistérien



2 833 publications
de recherches entre 2023
et 2026 dans les sciences
marines à Brest

22^e rang mondial

14^e place pour l'UBO
au classement de Shanghai
en océanographie en 2025



180 M€ de levée
de fonds des entreprises
maritimes innovantes
depuis 2009



230 entreprises
maritimes innovantes
en 2026



165 brevets déposés
par les entreprises
maritimes innovantes
depuis 2010

300 emplois
dans le domaine
de la dronisation
maritime



L'économie maritime représente un pilier majeur dans l'écosystème du Finistère avec 42 064 emplois en 2024, soit 11 % de l'emploi total, un poids deux fois supérieur à la moyenne régionale.

Quatre secteurs structurent l'essentiel des activités : la Défense (39 % des emplois), la construction et réparation navale (22 %), les produits de la mer (17 %) et la recherche (6 %).

Entre 2019 et 2024, la dynamique est stable, avec +0,1 % d'emplois. Les pertes importantes enregistrées dans la filière des produits de la mer ont été compensées par la croissance de l'industrie navale, soutenue par les besoins de la Défense. Cette dynamique profite essentiellement au pays de Brest, tandis que la Cornouaille connaît un recul plus marqué.

L'écosystème scientifique, très performant grâce aux partenariats des différentes entités, soutient une innovation dynamique. 230 entreprises innovantes sont maritimes. Depuis 2009, 180 M€ ont été levés par ces dernières et 165 brevets ont été déposés. Plus particulièrement la dronisation maritime et les énergies marines renouvelables présentent des perspectives en matière d'emplois, d'innovation et de transition écologique.

Plus de 42 000 emplois maritimes dans le Finistère

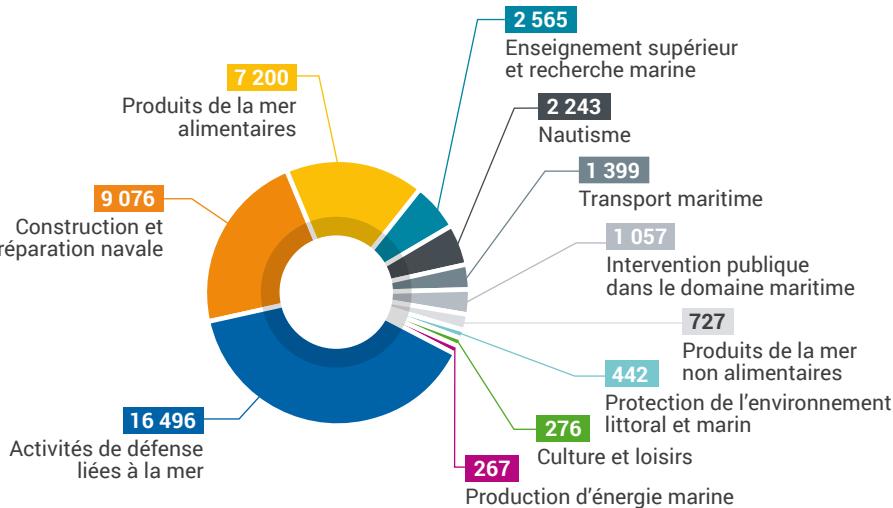
Au 31 décembre 2024, le Finistère compte 42 064 emplois maritimes, soit 11 % de l'emploi total du territoire, un poids deux fois supérieur à la moyenne régionale (5 %).

Les pays de Brest et de Cornouaille concentrent près de 90 % de ces emplois. Au sein de ce territoire, Brest métropole et la presqu'île de Crozon, regroupent 72 % des emplois maritimes. Cette concentration s'explique en grande partie par le poids des activités liées à la Défense. En effet, la Marine nationale, principal acteur de ce domaine, constitue le premier employeur du pays de Brest. Dans, l'agglomération de Concarneau plus de 2 000 emplois sont recensés principalement dans les secteurs de la construction & réparation navale et des produits de la mer alimentaires.

Le pays de Morlaix compte 10 % des emplois maritimes du Finistère. La communauté de communes du pays de Landivisiau concentre près de la moitié de ces emplois (47 %) en raison de la présence de la base aéronavale de Landivisiau, premier employeur maritime du territoire et le deuxième tous secteurs confondus, derrière l'hôpital de Morlaix (environ 3 000 salariés). Dans Haut-Léon Communauté (33 % des emplois maritimes), la présence de Brittany Ferries explique la prépondérance du secteur du transport maritime. Enfin, Morlaix Communauté représente 20 % des emplois maritimes du pays de Morlaix.

Sur un plan sectoriel, les activités de défense pèsent pour plus de 39 % des emplois maritimes finistériens, soit environ 16 500 postes.

Figure 1 – Répartition des emplois par domaine maritime du Finistère en 2024



Source : Agences de développement et d'urbanisme & réseaux des CCI de Bretagne, traitement Adeupa

La construction et la réparation navale représentent plus de 22 % des emplois, portées par des entreprises majeures telles que Thales, Naval Group, Ariane Group et ou encore Chantiers Piriou.

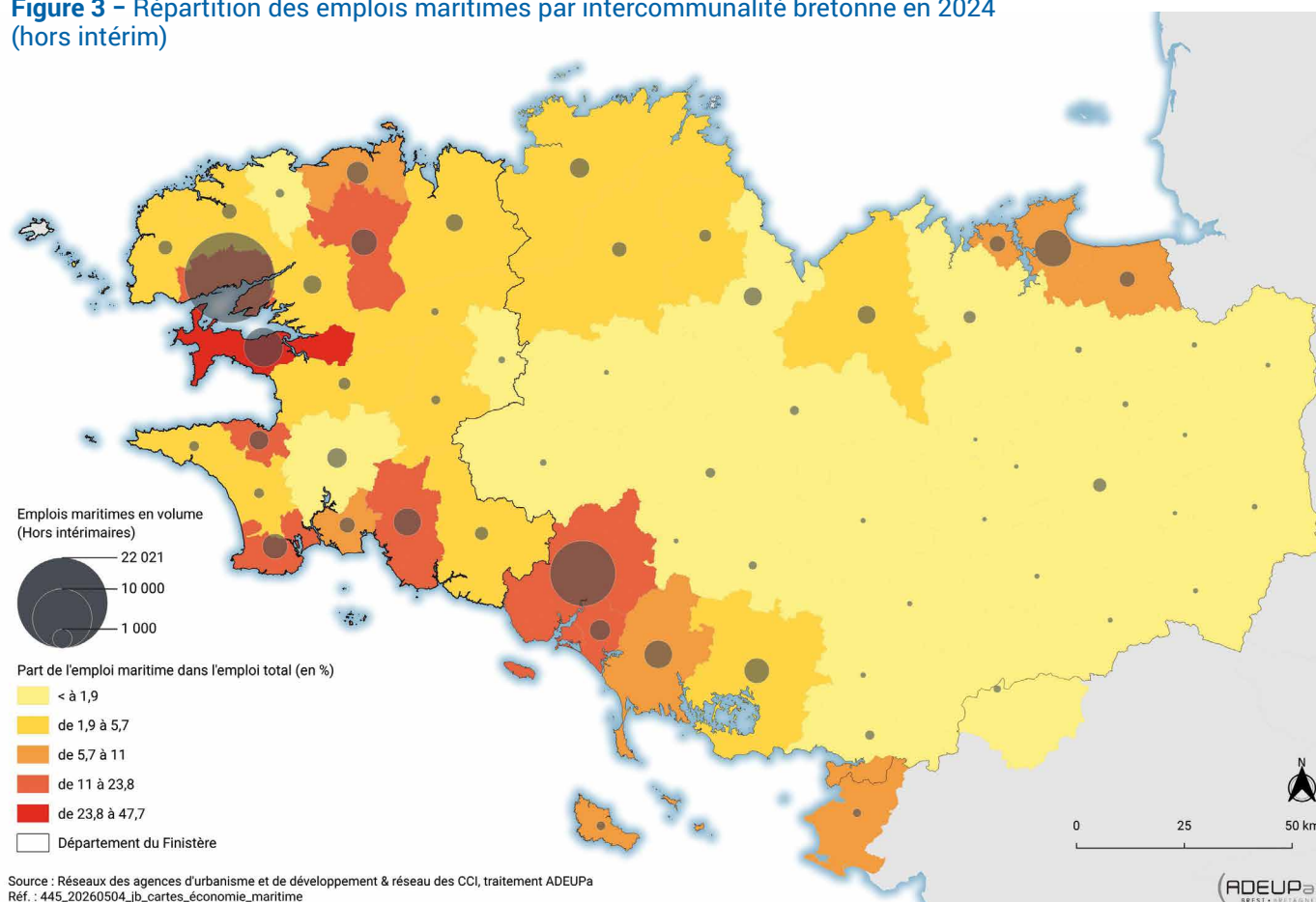
Les produits de la mer alimentaires (17 % des emplois maritimes) se structurent autour de l'amont du secteur, soit plus de 2 000 pêcheurs et aquaculteurs, et de l'aval avec la transformation. Cette dernière correspond surtout aux entreprises agroalimentaires, parmi lesquelles la Conserverie Chancerelle à Douarnenez ou Meralliance Armoric à Quimper.

L'enseignement supérieur et la recherche marine représentent plus de 2 500 emplois, soit 6 % des emplois maritimes, et contribuent à structurer le tissu économique maritime du Finistère. L'Ifremer, institut national ayant installé son siège à Plouzané en 2018, est le premier employeur avec plus de 800 salariés auquel on peut ajouter les effectifs de Génavir (369 salariés) qui opère les navires de la flotte océanique françaises. D'autres acteurs majeurs peuvent être cités comme la Station biologique de Roscoff, rattachée à Sorbonne Université et au CNRS, ou encore l'IUEM, école interne de l'Université de Bretagne occidentale, à Plouzané et associant le CNRS, l'IRD, l'Ifremer et l'UBS.

Figure 2 – Les principaux employeurs maritimes du Finistère en 2024

Établissement	Pays	Domaine maritime	Effectif
Base de défense Brest-Lorient	Pays de Brest, pays de Morlaix, pays de Cornouaille	Activités de défense liées à la mer	16 478
Naval Group	Pays de Brest	Construction et réparation navale	3 300
Thales DMS France SAS	Pays de Brest	Construction et réparation navale	1 750
Ifremer	Pays de Brest	Enseignement supérieur et recherche marine	804
Bretagne Angleterre Irlande – Brittany Ferries	Pays de Morlaix	Transport maritime	613
Service hydrographique et océanographique de la marine	Pays de Brest	Intervention publique	548
Conserverie Chancerelle	Pays de Cornouaille	Produits de la mer alimentaire	504
Ensta	Pays de Brest	Enseignement supérieur et recherche marine	437
Chantier Piriou	Pays de Brest, pays de Cornouaille	Construction et réparation navale	444
Institut universitaire européen de la mer (UBO, CNRS, IRD)	Pays de Brest	Enseignement supérieur et recherche marine	414

Figure 3 – Répartition des emplois maritimes par intercommunalité bretonne en 2024 (hors intérim)



MÉTHODOLOGIE :

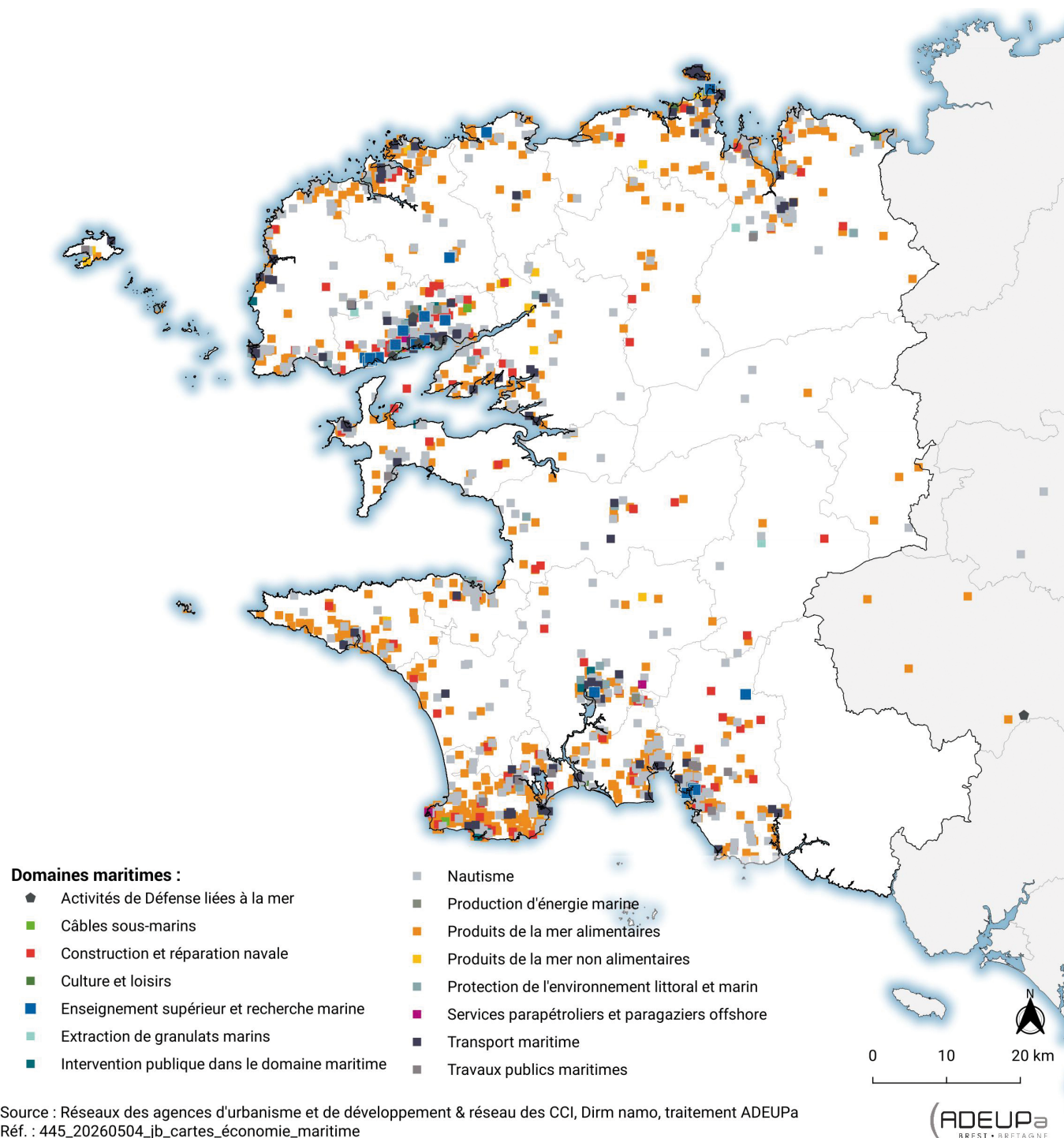
L'économie maritime : de quoi parle-t-on ? Quelles activités économiques ne peuvent exister sans la mer ? La définition de l'économie maritime pourrait se résumer à cette question. Ainsi, pour figurer dans l'écosystème maritime, l'entreprise a besoin de la mer pour son activité. C'est, par exemple, le cas de celle assurant le transport maritime de marchandises. En revanche, une société utilisant les services de cette dernière pour exporter ses produits à l'international, ne sera pas concernée. Par ailleurs, certains établissements économiques sont partiellement maritimes comme l'Ensta, une école d'ingénieur et un établissement de recherche. Elle exerce une large partie de son activité en lien avec le milieu maritime mais aussi avec celui de l'automobile, de l'énergie, du numérique, de l'aérospatial, etc. Pour arbitrer ces activités partiellement maritimes, un seuil a été défini. Ne sont comptabilisés que les établissements dont au moins 25 % de l'activité dépend de l'économie maritime (à dire d'expert et/ou par interrogation de l'établissement). Ce seuil s'est inspiré du droit de la concurrence qui définit la notion de dépendance économique. Dans le cas précédemment cité, cet établissement a été retenu car plus d'un quart de son activité est en lien avec le milieu marin.



Crédit : Seawall

Le contexte de vives tensions géopolitiques et de réarmement mondial explique la croissance d'emploi dans le secteur de la construction et réparation navale.

Figure 4 – Établissements de l'économie maritime dans le Finistère par domaine (chiffres 2024)



Source : Réseaux des agences d'urbanisme et de développement & réseau des CCI, Dirm namo, traitement ADEUPa
Réf. : 445_20260504_jb_cartes_économie_maritime

Évolutions des emplois maritimes dans le Finistère : deux salles, deux ambiances

Entre 2019 et 2024, l'emploi maritime demeure globalement stable dans le Finistère (+0,1 %, soit 33 emplois supplémentaires). Cette progression est nettement inférieure à la moyenne régionale, qui s'établit à +2,8 %. Toutefois, selon le domaine analysé, l'évolution observée peut varier significativement.

La principale évolution concerne la filière des produits de la mer alimentaires, qui enregistre une baisse marquée de plus de 1 600 emplois sur la période. Ce recul affecte d'abord l'amont de la filière, avec une diminution d'environ 500 emplois dans le secteur de la pêche. Depuis 2020, l'effort de pêche français connaît une contraction progressive, sous l'effet combiné de chocs successifs (Brexit, prix du carburant, crise sanitaire, etc.) et d'évolutions réglementaires (plan de pêche West Med, fermetures spatio-temporelles, encadrements spécifiques, etc.), en parallèle d'un ajustement capacitaire de la flotte.

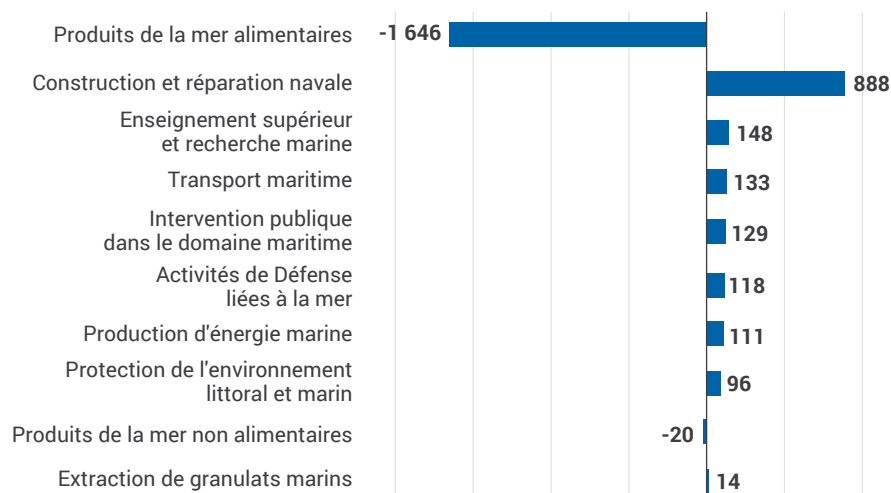
Ces évolutions ont plus spécifiquement affecté le pays de Cornouaille, qui apparaît comme le territoire le plus exposé à ces diminutions d'emplois.

Le contexte de vives tensions géopolitiques et de réarmement mondial explique la croissance d'emploi dans le secteur de la construction et de la réparation navale avec plus de 800 emplois créés. Cette évolution bénéficie principalement au pays de Brest avec la création de près de 650 emplois, mais aussi au pays de Cornouaille avec 240 emplois supplémentaires. Entre les deux pesées, les entreprises brestoises historiques de ce secteur ont particulièrement renforcés leur effectif avec (+500 emplois pour Naval Group et 210 emplois pour Thales).

Même si les évolutions sont plus modestes, le domaine de l'enseignement supérieur et recherche marine s'est légèrement étoffé avec près de 150 emplois supplémentaires en 5 ans. Cette évolution semble imputable à une fonction support de la recherche : l'armateur de la flotte océanographique Génavir (Plouzané). Cette hausse permet de retrouver un volume d'emploi similaire à celui observé en 2016.

Le secteur des transports maritimes affiche une évolution positive sur la période. On observe par exemple l'émergence d'acteurs innovants, à l'image de Grain de Sail Shipping, basée à Morlaix, qui met en œuvre des solutions de transport de marchandises décarbonées.

Figure 5 – Principales évolutions des emplois maritimes par domaine dans le Finistère entre 2019 et 2024 (hors aquaculture)



Source : Réseaux des agences de développement et d'urbanisme et des CCI de Bretagne, Dirm Namu, Agreste, traitement Adeupa

D'autres segments de l'économie maritime présentent des dynamiques intéressantes, bien que plus modestes. C'est le cas de la production d'énergies marines, où l'implication croissante des industriels et des pouvoirs publics régionaux commence à produire des effets sur l'emploi. À l'inverse, les produits de la mer non alimentaires enregistrent un léger recul. La légère baisse des effectifs de Lessonia à Saint-Thonan, illustre cette tendance.

Si l'emploi maritime progresse dans le pays de Brest : +3,9 %, soit 1 105 emplois supplémentaires grâce au dynamisme de la filière de construction et de réparation navale, notamment en lien avec la Défense, l'évolution est moins favorable dans le reste du département. Ainsi, le pays de Morlaix, et plus encore celui de Cornouaille, enregistrent des reculs de l'emploi, respectivement de -2,1 % et -11,8 %. Dans ce dernier territoire, l'économie maritime repose davantage sur le secteur des produits de la mer destinés à l'alimentation, qui a connu d'importantes difficultés, comme évoqué précédemment.

Des emplois majoritairement masculins, avec moins de seniors

Dans le Finistère, 71 % des emplois sont occupés par des hommes et seulement 29 % par des femmes, contre 48 % pour l'ensemble de la population active. Ce taux demeure toutefois supérieur à celui observé dans certaines filières comme la construction (11 %) et se rapproche de l'industrie (31 %) et de l'agriculture (30 %).

La féminisation des emplois varie néanmoins selon les territoires, traduisant les spécificités économiques locales. Ainsi, le pays de Brest affiche des taux de féminisation de 27 % inférieur à la moyenne régionale établie à 29 %. La forte présence de la Défense, ainsi que des activités de construction et de réparation navale, contribue à une plus grande proportion d'emplois masculins.

À l'inverse, les territoires du Centre Ouest Bretagne, de la Cornouaille et de Morlaix présentent des taux supérieurs à la moyenne régionale. Dans le pays de Morlaix, l'économie maritime est marquée par la présence de la recherche et du transport maritime, des secteurs qui comptent légèrement plus de femmes. Enfin, dans le Centre Ouest Bretagne et la Cornouaille, la place importante de l'agroalimentaire liée aux produits de la mer, secteur fortement féminisé, contribue à des niveaux de féminisation nettement supérieurs à la moyenne régionale.

À l'échelle départementale, moins de 4 % des emplois maritimes sont occupés par des actifs âgés de plus de 59 ans, contre 6 % tous secteurs confondus. À l'inverse, les actifs de moins de 30 ans représentent 28 % des emplois du secteur contre 20 % en moyenne sur l'ensemble de la population active. Ainsi, les secteurs maritimes apparaissent comme moins concernés par l'enjeu de renouvellement des générations que d'autres secteurs de l'économie.

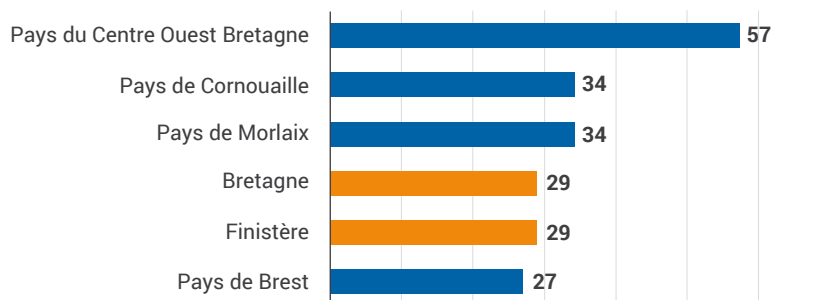
Ce constat se vérifie dans l'ensemble des territoires du Finistère, excepté le Centre Ouest Bretagne, ainsi que dans les principaux secteurs maritimes. Le domaine de la Défense se distingue notamment par une population active plus jeune, en lien

avec les spécificités de fonctionnement de la Marine nationale. Les résultats observés dans la construction et la réparation navale peuvent, en revanche, surprendre : moins de 4 % des emplois y sont occupés par des personnes âgées de plus de 60 ans. Cette faible proportion s'explique en partie par les dispositifs de départ anticipé dont peuvent bénéficier les salariés exposés, au cours de leur carrière, aux risques liés à l'exposition à l'amiante.

Ces tendances globales masquent des disparités importantes selon les métiers. Les acteurs des secteurs industriels, confrontés à des besoins en main-d'œuvre ouvrière, font régulièrement état de tensions de recrutement. Un constat similaire s'observe dans certains métiers spécifiques, comme celui de pêcheur.

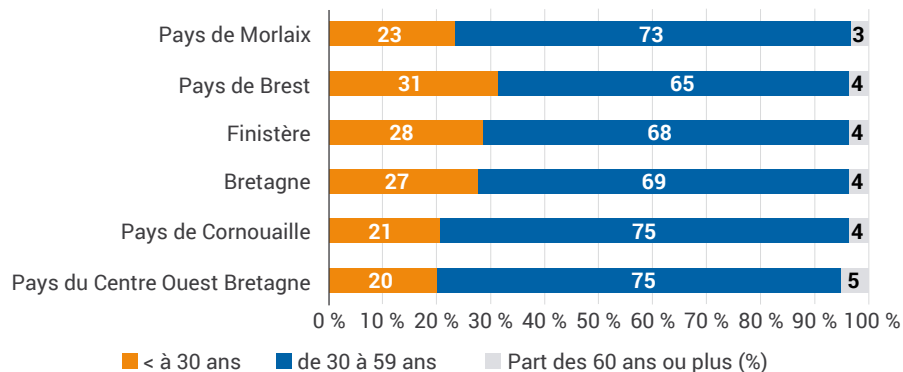
Plusieurs associations se sont donné pour mission de promouvoir les métiers de la mer et de favoriser la diversification des profils au sein de la filière. Le Cinav (Campus national des industries de la mer) accompagne ainsi les industriels du secteur sur les enjeux d'attractivité des métiers, mais également en matière de formation. Autre acteur, La Touline, créée en 1989 en pleine crise du secteur pêche, œuvre pour la promotion des métiers maritimes et de la formation professionnelle en continue. De son côté, Wista France, branche française du réseau international Wista, rassemble des femmes occupant des postes à responsabilité dans le secteur maritime afin de promouvoir une meilleure représentation des femmes au sein des professions maritimes.

Figure 6 – Part des femmes dans les emplois maritimes par pays du Finistère

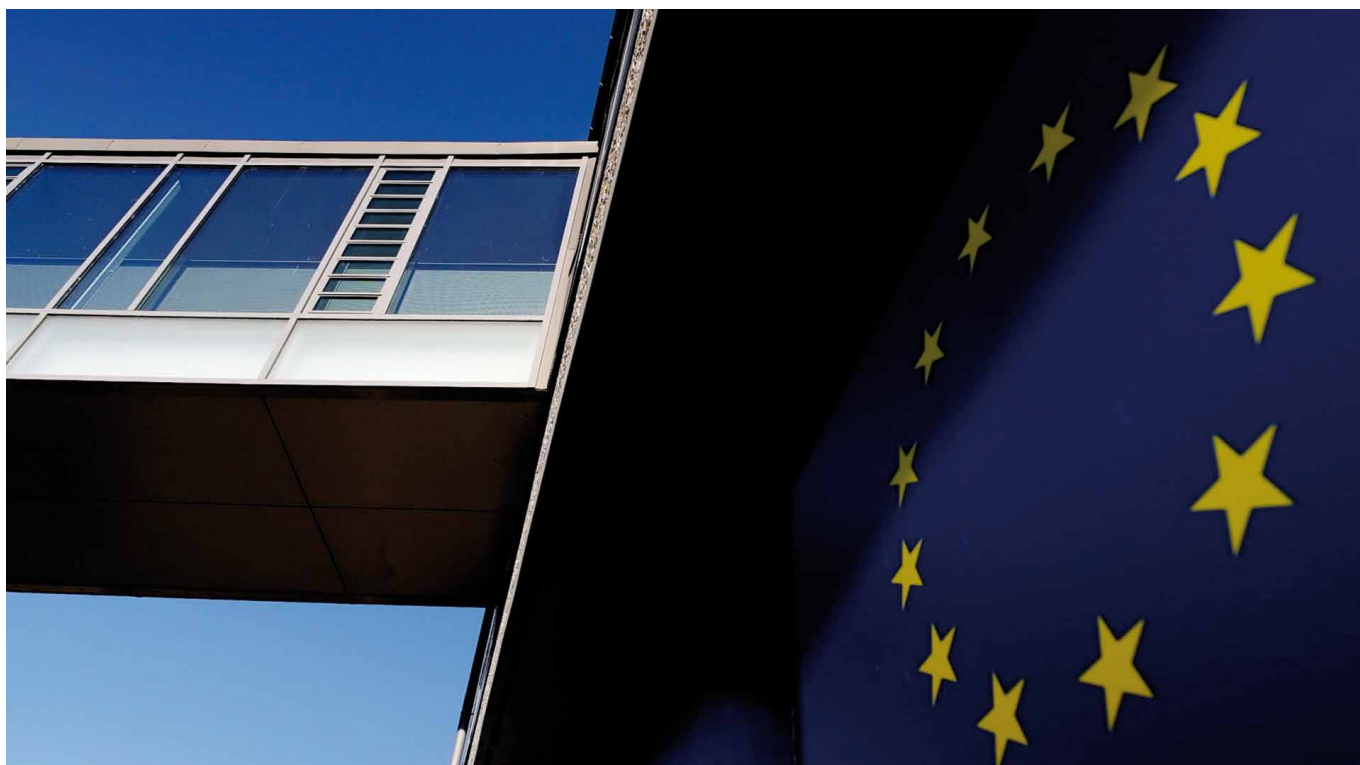


Sources : Insee, Flores 2022, Base Tous Salariés 2022, Base non-salariés 2022, Base de défense, traitement Adeupa

Figure 7 – Répartition des emplois maritimes par classe d'âges par pays du Finistère



Sources : Insee, Flores 2022, Base Tous Salariés 2022, Base non-salariés 2022, Base de défense, traitement Adeupa



Crédit : Pierre -François Watras - Brest métropole

Recherche et innovation : un binôme indissociable de l'économie bleue

Territoire maritime par excellence, le Finistère s'appuie sur un écosystème exceptionnel où recherche scientifique et innovation se renforcent mutuellement. Dans un contexte international marqué par une concurrence accrue en sciences marines, notamment sous l'impulsion de la Chine et de nouveaux pôles émergents, la pointe bretonne conserve une place de premier plan. Brest et Roscoff continuent de rayonner grâce à l'excellence de leurs travaux de recherche.

Cette force académique constitue également un levier majeur de développement économique. Dans les domaines d'activités tels que les biotechnologies marines, les énergies marines renouvelables ou encore les technologies navales et numériques, les entreprises du territoire transforment les connaissances en innovations répondant aux grands défis contemporains : transition énergétique, souveraineté alimentaire, décarbonation des transports, préservation des océans ou sécurité maritime.

Avec près de 230 entreprises innovantes maritimes, plus de 14 000 emplois, un tissu dynamique de start-ups, dont certaines issues de la recherche publique, et des capacités reconnues en matière de transfert technologique, les établissements du Finistère confirment leur rôle de moteur de l'innovation maritime française. Soutenu par des infrastructures scientifiques de rang mondial et des dispositifs d'accompagnement importants, cet écosystème illustre la capacité du territoire à faire de la mer à la fois un objet de connaissance, un espace d'expérimentation et un vecteur de création de valeur. Le domaine de la dronisation maritime, évoqué plus loin dans cette publication, illustre ces échanges entre monde de la recherche, de la formation et du milieu des entreprises.

Une recherche scientifique qui maintient son rang dans un contexte de concurrence internationale accrue

Le contexte international de la recherche en sciences marines est marqué par plusieurs mutations au cours de la période récente (2023-2026). La montée en puissance de la production scientifique chinoise s'est accentuée (4 des 5 premières places mondiales). En effet, cette région concentre les seuls sites mondiaux dont la production scientifique est plus importante que sur la période précédente 2019-2022. Parallèlement, la dynamique s'est affaiblie dans la majorité des villes de recherche marine hors capitale (Woods Hole, Kiel, Southampton Hobart, Hambourg, Halifax, Plymouth...). Un changement de paradigme est observé avec l'émergence de nouveaux sites de premier plan, dont la spécialisation en sciences de la mer se confirme : Xiamen, Trondheim, Exeter ou encore Naples, mais surtout un ensemble de territoires qui révèle une certaine polarisation au sud (Rio de Janeiro, Lisbonne, Porto, Istanbul...).

Dans ce contexte, Brest résiste et maintient sa dynamique de publications (22^e rang mondial, devant Woods Hole, Trondheim et Southampton notamment), bien que l'affaiblissement général du rythme de production (hors sites chinois et Istanbul), touche aussi la pointe bretonne. Une hypothèse explicative à cette relative résistance serait la densité du réseau international de Brest et les liens de collaboration avec les acteurs des sites émergents sur l'axe sud évoqué.

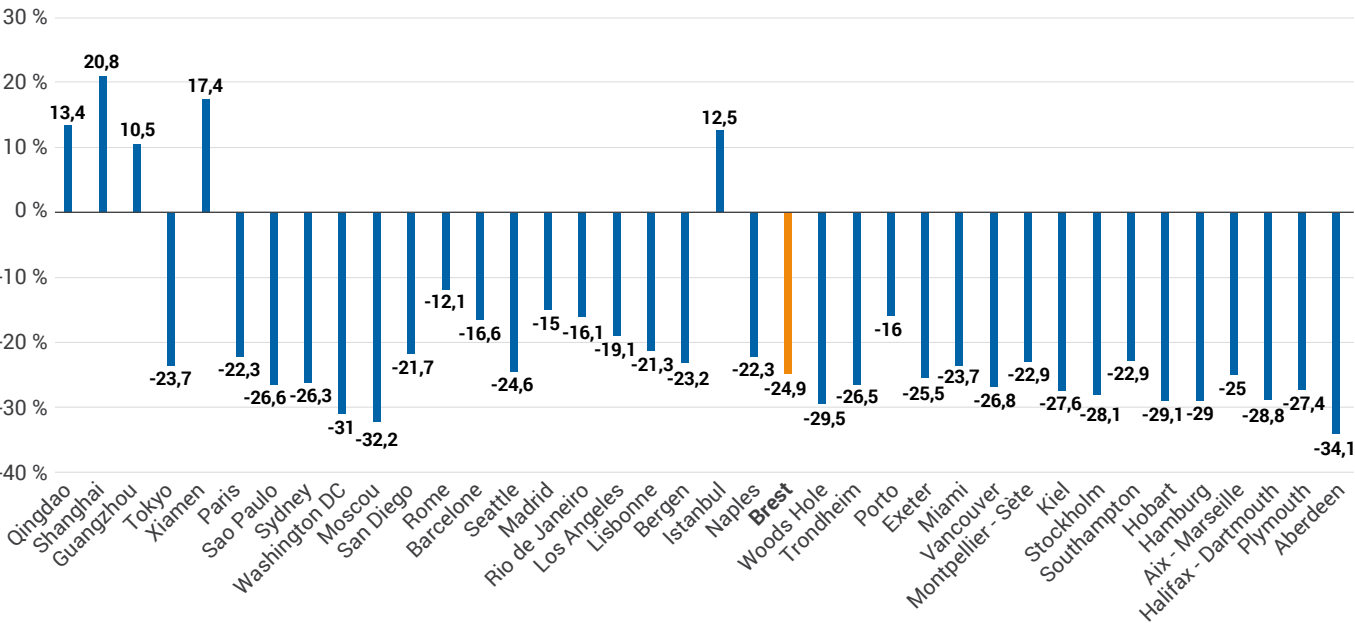
Sur le plan thématique, la production scientifique marine au cours de la période récente, se structure autour de 4 champs récurrents : l'océanographie, la biologie marine, les géosciences et les sciences de l'environnement. Pour la pointe bretonne (Brest et Roscoff), les thématiques porteuses traduisent toujours le caractère fortement académique de la recherche. On peut citer également la production brestoïse dans les sciences de l'atmosphère, l'écologie et certaines sciences de l'ingénieur. Les publications chinoises se distinguent par une forte présence dans les sciences de l'ingénieur et des matériaux. La dynamique des nouveaux sites est portée pour une part significative par les sciences de l'ingénieur également (Istanbul), mais aussi par la biochimie, l'écologie, les sciences et techniques autour de la pêche et de l'alimentation, ou encore la zoologie et les sciences de la biodiversité et de la conservation (Rio de Janeiro, Porto).

L'UBO retrouve par ailleurs son rang au classement de Shanghai en océanographie : 14^e en 2025, 12^e en 2024, après la 5^e place en 2023 imputable manifestement à la tenue du One Ocean Summit à Brest en 2022. Concernant les performances individuelles, il est possible de faire référence au classement de Stanford, qui recense chaque année les scientifiques les plus cités dans le monde. Pour l'année 2025, 33 chercheurs du territoire brestoïse sont distingués, dont 11 intervenants dans les champs des sciences de la mer.

Territoire maritime par excellence, le Finistère s'appuie sur un écosystème exceptionnel où recherche scientifique et innovation se renforcent mutuellement.

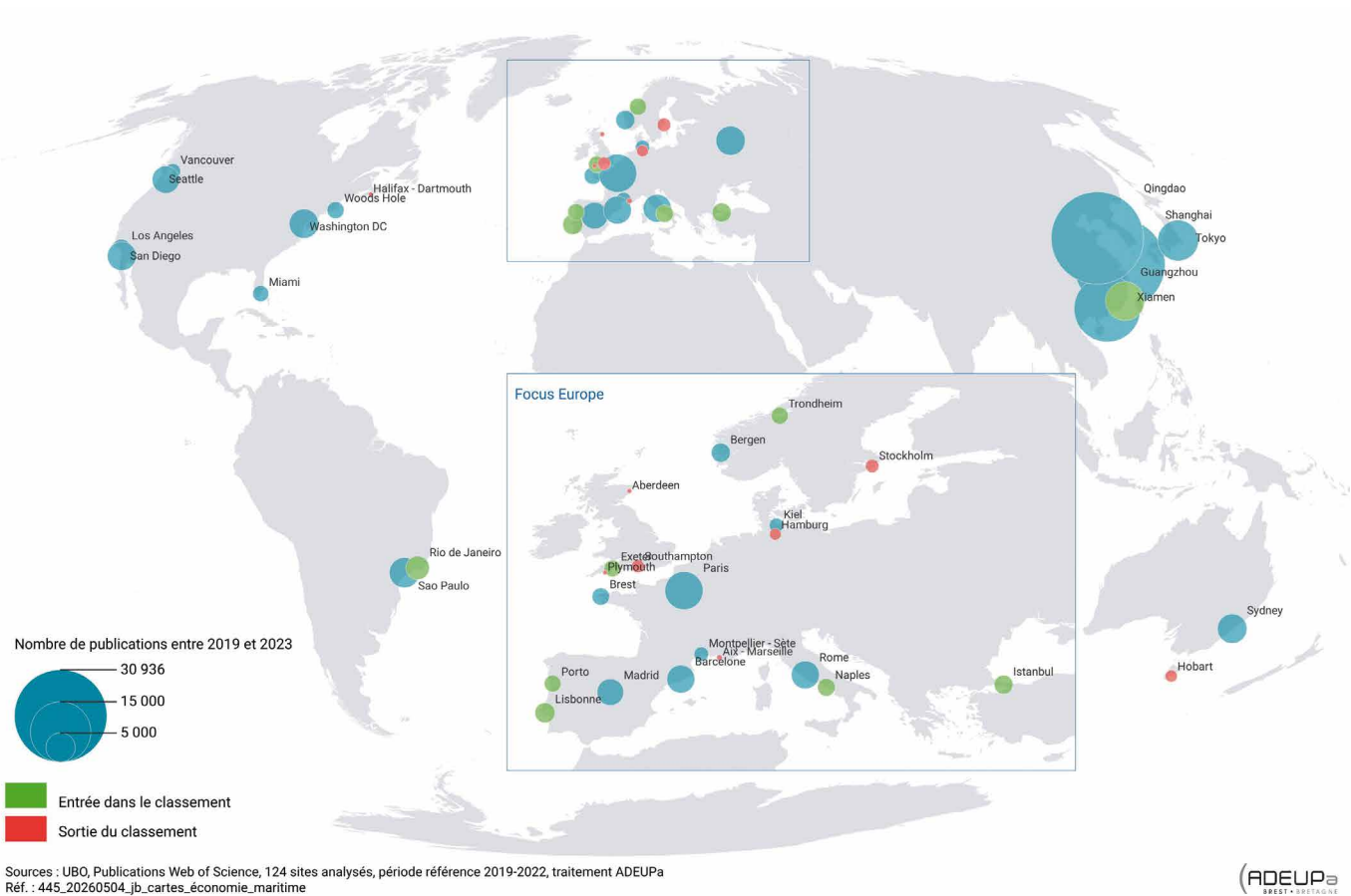


Figure 8 – Évolution des publications des principaux sites positionnés en sciences de la mer dans le monde (taux de croissance du nombre de publications Web of Science entre les périodes 2019-2022 et 2023-2026)



Source : UBO

Figure 9 – Les 30 premiers sites mondiaux publiant en sciences marines entre 2023 et 2026





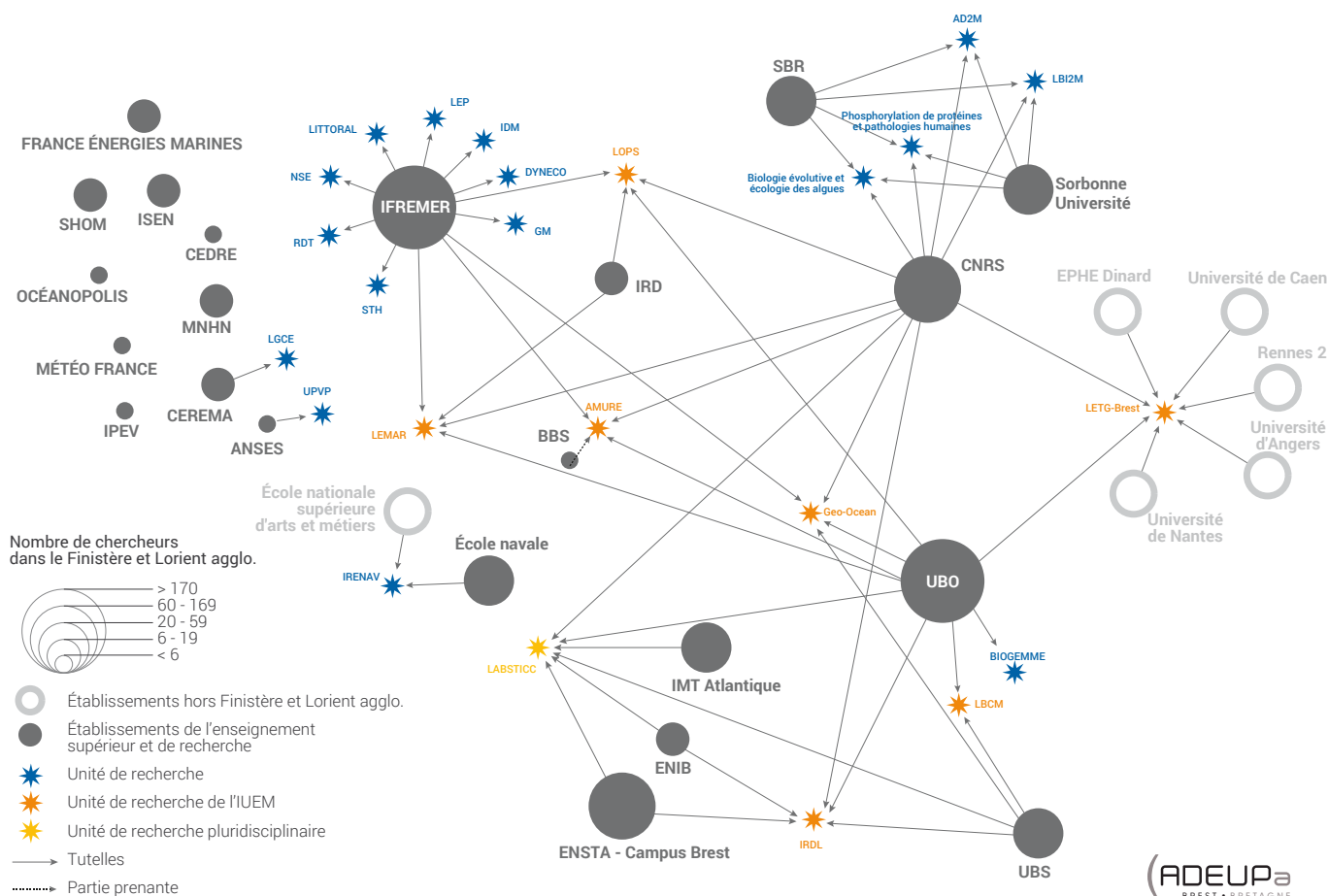
MÉTHODOLOGIE : ESTIMATION DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE MARINE

Le recensement des publications est réalisé à l'aide d'une approche bibliométrique spatialisée à partir de la base de données du Web of Science. Les publications scientifiques concernant chaque territoire sont identifiées à l'aide de la combinaison de deux types d'équations basées d'une part sur les dénominations des institutions de recherche, et d'autre part sur les thématiques de recherche. Cette démarche permet une approche décloisonnée de la recherche publique en sciences et technologies marines et une meilleure comparabilité internationale. Ce recensement est réalisé en 2026 et concerne 124 sites dans le monde selon les paramètres décrits dans :

Charles K., Marine science and blue growth: Assessing the marine academic production of 123 cities and territories worldwide, Marine Policy, Volume 84, October 2017, Pages 119-129 (DOI : 10.1016/j.marpol.2017.07.016).

Charles K. & Charles E., « Quels rôles pour les activités de recherche scientifique dans une stratégie de développement territorial ? Les cas de Brest (France) et Bergen (Norvège) », Revue d'économie régionale & urbaine, 2020/3 (Mars), p. 409-436 (DOI : 10.3917/rru.203.0409).

Figure 10 – Les unités de recherches dans le domaine de la mer et du littoral



L'économie maritime, source d'innovation dans le Finistère

Le milieu marin représente historiquement, pour de nombreuses entreprises en Bretagne, un laboratoire et une source d'idées et de projets pour répondre aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux. L'innovation peut prendre différentes formes : innovation de produit, de service ou d'usage, innovation de procédé, d'organisation, innovation technologique, sociale, etc.

Quatre entreprises innovantes sur dix en activité en 2026 relèvent du domaine maritime.

L'économie maritime pour une croissance bleue, au cœur de la stratégie régionale

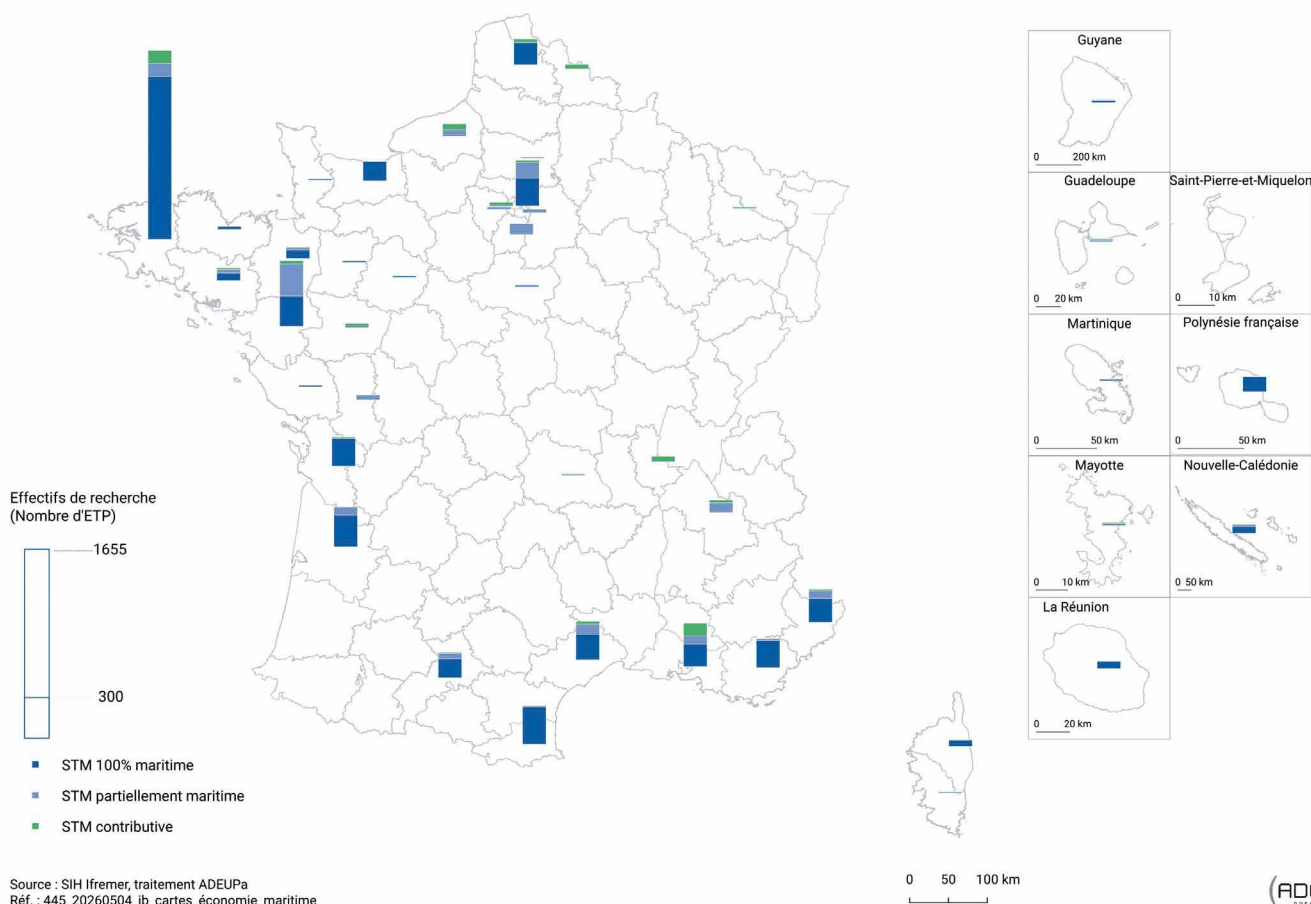
La stratégie régionale recherche et innovation de la Bretagne 2021-2027 positionne l'économie maritime comme l'un des six domaines d'innovation stratégique, pour lequel la Bretagne possède des atouts différenciants à l'échelle internationale. Six leviers thématiques sont identifiés :

- Les énergies marines renouvelables ;
- Les bioressources et biotechnologies marines ;
- Les navires du futur ;
- Les ports, la logistique et le transport maritime ;
- La sécurité maritime ;
- L'environnement, la santé des océans et la gestion du littoral.

Si la Bretagne n'est pas la seule région française à disposer de ressources marines et à y puiser des sources d'innovation, elle capitalise un potentiel exceptionnel grâce à la diversité de ses activités maritimes, aux forces scientifiques de recherche et développement et aux habitudes de coopérations.

En plus d'être portée à l'échelle régionale, l'économie maritime est indissociable des documents d'orientations stratégiques et de planification des collectivités finistériennes. Citons la stratégie de Brest métropole qui place la filière maritime au cœur de sa stratégie de développement économique en prenant appui sur un large spectre d'activités historiques comme la défense ou le transport maritime, ainsi que des filières à fort potentiel (dronisation, spatial, énergies marines, etc.). La CC du Pays des Abers, qui se situe à proximité du plus grand champ d'algues d'Europe et qui héberge deux entreprises industrielles de transformation d'algues, a naturellement dirigé ses actions vers la préservation de cette ressource et le soutien de l'ensemble de la filière. La biomasse marine, sous l'angle des biotechnologies, est aussi partagée notamment par Morlaix Communauté et Haut-Léon Communauté.

Figure 11 - Effectif de recherche en sciences et techniques de la mer par département en 2020



230 entreprises innovantes maritimes dans le Finistère

Quatre entreprises innovantes sur dix en activité en 2026 dans le Finistère relèvent du domaine maritime. Elles conçoivent des produits, procédés, technologies ou services sur la base de l'exploitation des ressources marines ou pour des applications en lien avec le littoral et les océans. Ces projets permettent de faire émerger des solutions afin de répondre aux enjeux environnementaux et sociaux (ex : décarbonation du transport maritime, souveraineté alimentaire et énergétique, adaptation aux changements climatiques).

Ces 230 entreprises innovantes maritimes emploient 14 070 salariés fin 2025. Au-delà de quelques grands employeurs à l'image de Thales, Naval Group ou Brittany Ferries, ce sont, pour l'essentiel, des établissements de petite ou moyenne taille. Ils peuvent être rattachés à des groupes à capitaux nationaux, voire internationaux (JRS Marine Products, Gilbert, Exail, Sercel, Thaï Union, etc.).

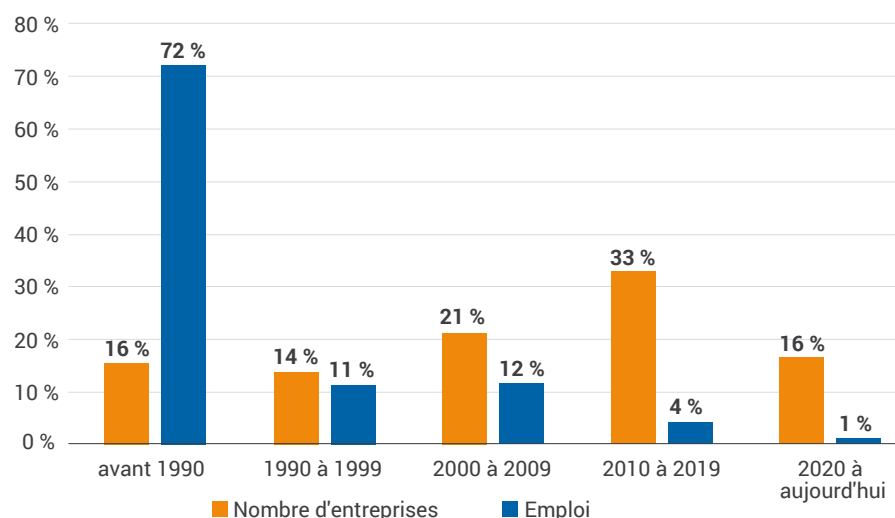
Certaines start-ups créées dans le Finistère ont d'ailleurs fait l'objet de rachats au cours de leur vie. Par exemple, Quiet Oceans, à Plouzané, positionnée sur l'étude d'impact des bruits des océans, a été reprise par CLS en 2024 ; le bureau d'études brestois Actris, spécialisé dans l'électronique et les systèmes embarqués, a été acquis par le groupe allemand Aeromaritime Engineering en 2025 ; Mappem Geophysics, situé à Saint-Renan et spécialisé dans les études et services géophysiques marins et sous-marins est entré dans le groupe Seavorian en 2025.

455 emplois dans les jeunes pousses de moins de 15 ans

Une entreprise innovante maritime sur deux a été créée depuis 2010, ce qui traduit une relative jeunesse de l'écosystème local. Parmi les créations les plus récentes, on peut citer des activités aussi diverses que Venturix à Landévennec (éolien flottant), Maari à Roscoff (aquaculture), 52 Hertz à Brest (communication sous l'eau), Fairscope à Saint-Martin-des-Champs (imagerie sous-marine), BladeSense (éolien) à La Forêt-Fouesnant ou Armen initiative (chantier naval) à Audierne.

Pour autant, en termes d'emplois, ce sont sans surprise les sociétés historiquement implantées dans le territoire qui emploient l'essentiel des effectifs salariés concourant à l'innovation maritime. Au total, les entreprises innovantes maritimes, créées depuis 2010, emploient 710 salariés dans l'Ouest breton. Certaines d'entre elles dépassent le seuil des 15 salariés comme Entech à Quimper (énergie), Foil and Co à Pencran (fabrication de pièces composites pour loisirs nautiques), France énergies

Figure 12 – Répartition des entreprises innovantes maritimes dans le Finistère, en nombre et en emplois en 2025, selon leur période de création*



Source : Adeupa

* Note de lecture : 12 % des entreprises innovantes ont été créées avant 1990 et représentent 75 % des emplois identifiés.

marines à Plouzané, Quiet Ocean à Plouzané ou Ino-Rope à Concarneau (cordages marins, accastillage).

Une dominante servicielle pour les jeunes entreprises

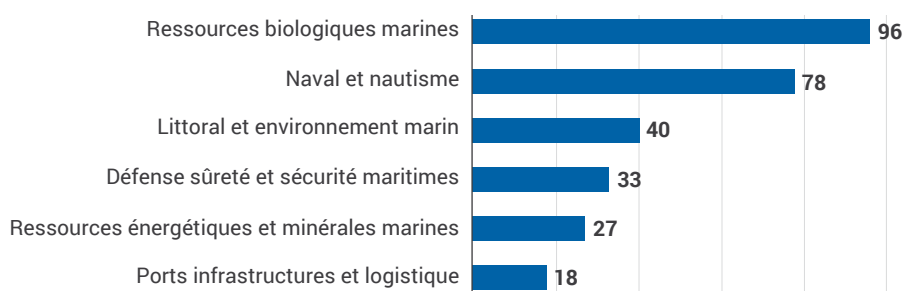
50 % des entreprises innovantes maritimes ont une activité de production, soit dans le domaine de la pêche-aquaculture ou de l'industrie (transformation des produits de la mer, fabrication de produits cosmétiques, métallurgie, fabrication de composants et de cartes électroniques, construction et réparation navale, etc.). Elles emploient huit salariés sur dix. Dans les autres cas, ce sont des sociétés de services, notamment des activités d'ingénierie, d'études et de services numériques. Les entreprises créées depuis 15 ans ont, dans une grande majorité des cas, une activité orientée vers les services.

L'innovation maritime se trouve souvent au croisement de filières, telles que mer

et santé, mer et numérique, mer et spatial, mer et alimentation. Les prochaines années sont sources d'opportunités d'innovation et de création de valeur dans de nombreuses thématiques comme :

- La défense et la sécurité maritime, compte tenu des enjeux géostratégiques et des fonctions stratégiques historiquement implantées dans l'Ouest breton ;
- Les ressources biologiques marines, permettant de répondre aux besoins alimentaires et de diversifier les matières premières utilisées pour la santé, les matériaux, la cosmétique, etc. ;
- Les énergies marines. Même si les dynamiques ont été freinées par le retard dans le déploiement des parcs éoliens en mer, le territoire peut compter sur différents leviers : la présence à Plouzané de France énergies marines, institut national pour la transition énergétique dédié à la recherche et à l'innovation dans le domaine de l'éolien en mer, une offre foncière sur le polder brestois pour accueillir des activités industrielles ; les projets comme le parc en baie de Morlaix, etc.

Figure 13 – Thématiques des entreprises innovantes maritimes dans le Finistère en 2025



Source : Adeupa - Certaines entreprises peuvent être décomptées dans plusieurs domaines

26 entreprises innovantes issues de la recherche publique

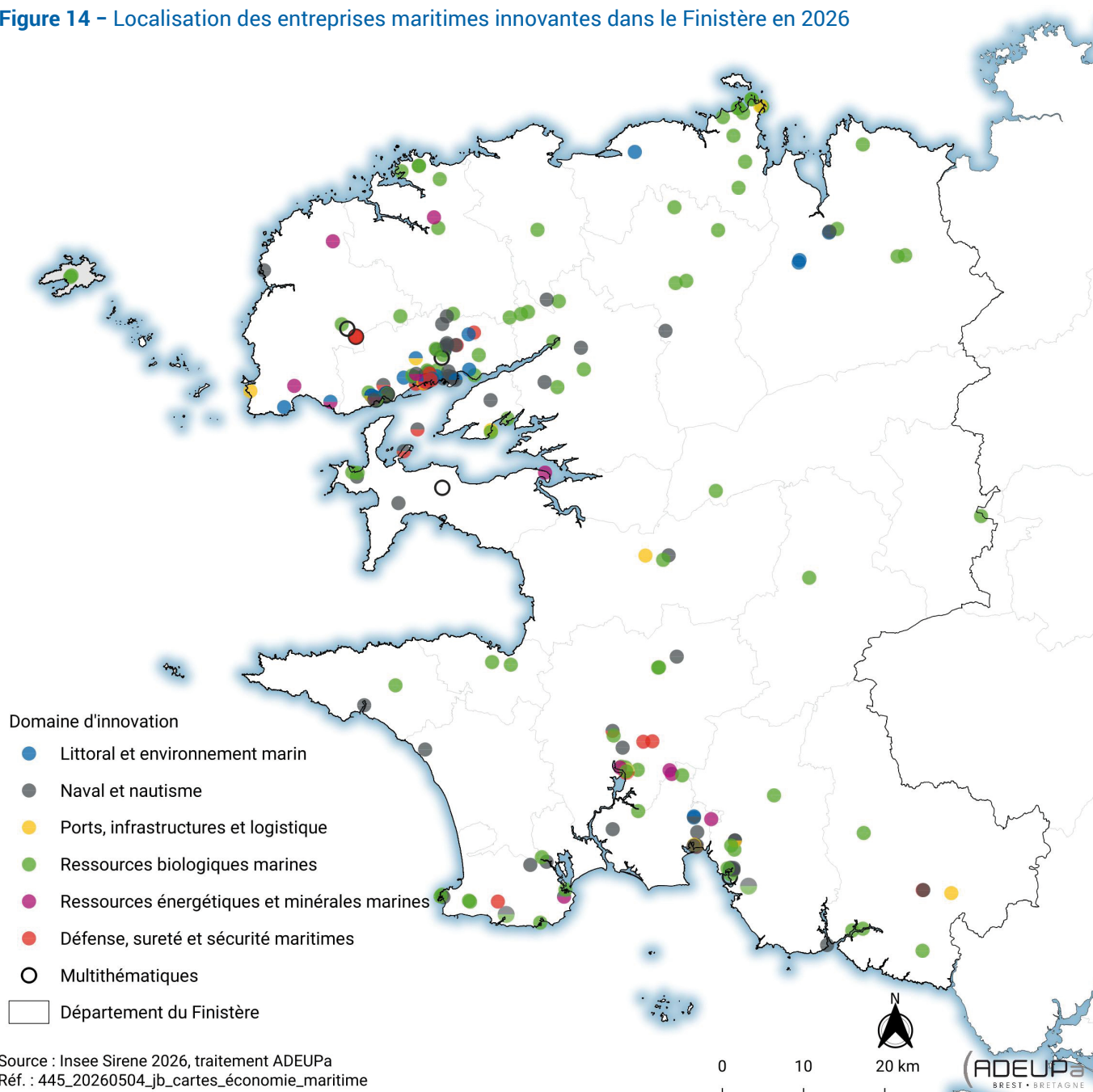
Les liens avec la recherche sont multiples : localement, avec des acteurs comme le CNRS, l'Ifremer, l'UBO, l'IMT Atlantique, l'Ensta, l'école navale, etc., mais aussi avec d'autres universités comme celles de Caen, Nantes, Rennes ou Sorbonne Université.

Dans le pays de Morlaix, les entreprises issues des travaux de la recherche publique sont positionnées dans le domaine des biotechnologies comme Hemarina, Perha Pharmaceuticals, Seabelife ou Aberactives. Leurs activités s'appuient particulièrement sur la valorisation de travaux du CNRS et de Sorbonne Université.

Au sein du pays de Brest, les exemples sont divers : observation des océans avec par exemple E-Odyn ou Hyghtech-Imaging, énergies marines avec Eolink, aquaculture avec France Haliotis, navire du futur avec Bluefins, ou encore d'autres thématiques comme l'analyse de l'environnement marins avec Mappem Geophysics.

Sans être directement issues de la recherche publique, certaines entreprises travaillent en collaboration avec les laboratoires de recherche. Citons le cas de la startup cornouaillaise Bladesense qui collabore étroitement avec l'Irenav, l'institut de recherche de l'école navale et le laboratoire de recherche en hydrodynamique, énergétique et environnement atmosphérique, rattaché au CNRS et à Centrale Nantes.

Figure 14 – Localisation des entreprises maritimes innovantes dans le Finistère en 2026



MÉTHODOLOGIE : IDENTIFICATION DES ENTREPRISES INNOVANTES

Pour apprécier le caractère innovant de l'activité des entreprises, plusieurs sources d'informations ont été croisées : brevets ; financements de l'innovation ; levées de fonds ; lauréats des concours à l'innovation ; accompagnement par des structures d'appui comme les technopôles, incubateurs, accélérateurs, Satt Ouest valorisation, les pôles de compétitivité, etc. ; partenaires de chaires industrielles et laboratoires communs.

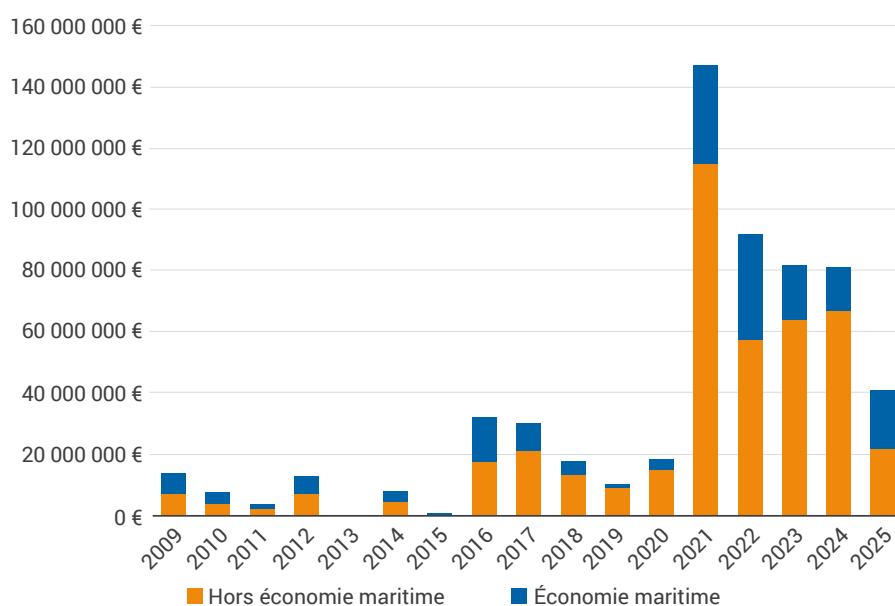
De forts besoins en capitalisation des entreprises maritimes innovantes

Depuis 2009, près de 180 M€ de fonds ont été levés par des entreprises innovantes du domaine maritime basées en Finistère, ce qui représente plus de 40 % des fonds collectés tous domaines confondus. La prévalence de l'économie maritime dans l'essor des startups s'explique par la diversité des cas d'usages, de leur potentiel économique et des importants besoins en financement pour la recherche, le développement puis l'industrialisation. Les entreprises du pays de Morlaix ont, par exemple, affirmé au fil des années leur culture des biotechnologies marines, grâce à l'essaimage de la Station biologique de Roscoff. L'intégralité des fonds collectés sur le périmètre (52 M€) sont en lien avec la valorisation des ressources marines.

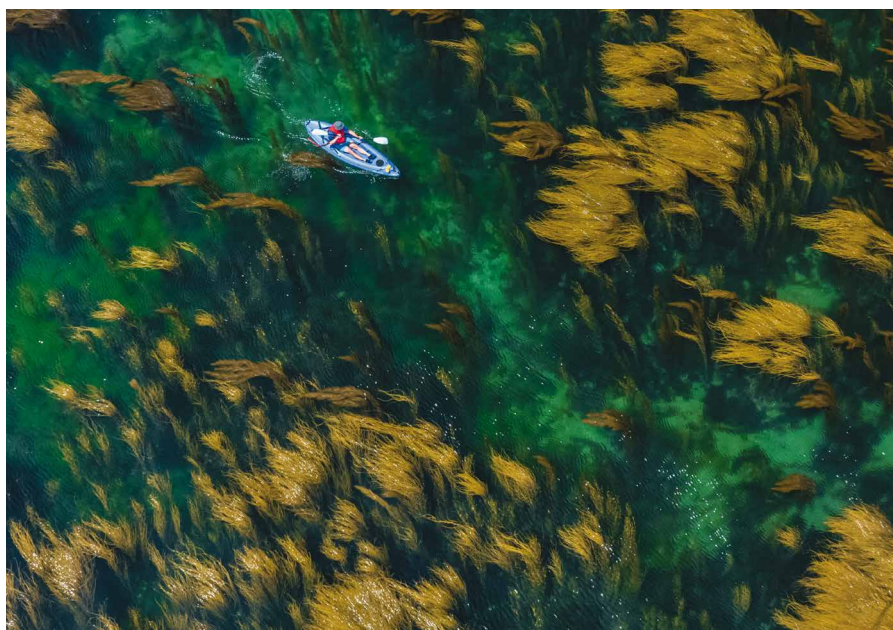
Le pays de Cornouaille héberge des entreprises spécialisées dans le domaine des énergies marines, à l'image d'Entech SE, qui a levé plusieurs dizaines de millions d'euros pour développer ses solutions de production, stockage et conversion d'énergie au service de parcs éoliens en mer notamment. Le territoire a également accueilli d'importants investissements dans le domaine de la construction navale. Des acteurs historiques comme les chantiers navals Piriou ou Enag continuent d'innover sur les nouveaux modes de propulsion, vélique et électrique, pour des armateurs locaux comme Grain de Sail ou Towt, fondée à Douarnenez. Les entreprises de biotechnologies marines Polaris et Algolesko, solidement installées sur les marchés des omega 3 d'origine marine et de la transformation des algues, accélèrent leur développement pour conquérir des marchés internationaux.

À l'image de son économie maritime très diversifiée, la métropole brestoise et son bassin d'influence ont bénéficié de levées de fonds réparties sur de nombreux domaines tels que les EMR, qui requièrent d'importants besoins en investissement, puis le développement des technologies spatiales, la communication sous-marine augmentée, la décarbonation du transport maritime ou encore la dronisation maritime.

Figure 15 – Volume annuel des levées de fonds des entreprises finistériennes, dont celles liées aux activités maritimes innovantes (en €)



Source : Adeupa



Crédit : Thibault Porel - Comité Régional du Tourisme de Bretagne

Des innovations maritimes protégées par des brevets

Depuis 2010, 165 brevets en lien avec le milieu maritime ont été déposés par les acteurs finistériens, ce qui représente un peu plus d'1 brevet sur 6 (17 %), toutes filières confondues. La métropole brestoise concentre un peu moins de la moitié de ces brevets (40 %), loin devant les agglomérations de Quimper (16 %), Landerneau-Daoulas (9 %) ou Morlaix (8 %) qui constituent les autres principaux bassins finistériens pourvoyeurs de brevets.

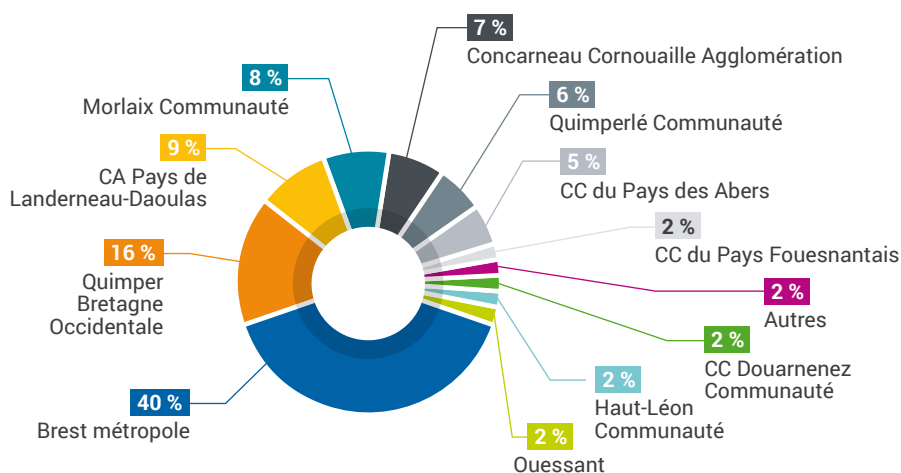
La prédominance de la métropole brestoise s'explique par l'implication des acteurs académiques et de la recherche dans l'effort global. Ifremer, l'Ensta, l'UBO, l'Isen Ouest concentrent la moitié des démarches de protection intellectuelle engagées par les acteurs brestois. Ils adressent des sujets variés tels que le développement de charges utiles, composants embarqués dans des sous-marins et autres véhicules marins ; des solutions de transport vélique ; l'exploitation de la biomasse marine. Les acteurs privés couvrent des domaines très variés tels que le développement de technologies pour les EMR, l'utilisation des données et images spatiales pour des usages maritimes, le développement de composants électroniques (capteurs, antennes, etc.) pour l'industrie navale, l'autonomisation énergétique des navires, les communications acoustiques sous-marines, l'exploitation de la biomasse marine pour la cosmétique, la santé.

Les ressources marines constituent une source prolifique de brevets. Le Finistère héberge de nombreuses entreprises (Yslab, Polymaris, Lessonia, Technature, Jymsea, Agrimer, etc.) qui sont à l'origine de 40 % des brevets déposés dans le domaine maritime. Certains domaines portent un intérêt du point de vue de la propriété intellectuelle au regard de leur dimension technique et technologique comme les énergies marines renouvelables, l'industrie navale, l'industrie alimentaire, les applications spatiales ou encore les loisirs nautiques.

Un écosystème favorable à l'innovation maritime

Quel que soit l'âge des entreprises et leur domaine d'activité, les entrepreneurs peuvent s'appuyer sur un réseau d'acteurs dont la mission est de stimuler et d'accompagner l'innovation. Précédemment mentionné, on peut rappeler l'importance des forces académiques de recherche en présence dans le domaine maritime : l'Ifremer dont le siège est à Plouzané, l'UBO, l'IUEM, le CNRS, Sorbonne Université, la Station biologique de Roscoff, les grandes écoles comme l'IMT Atlantique, l'Ensta, l'Enssat, etc. Cet écosystème travail régulièrement en collaboration à l'instar

Figure 16 – Répartition des dépôts de brevets en lien avec la mer depuis 2010 par intercommunalité du Finistère



Source : Inpi, traitement Adeupa

de l'IUEM qui accueille des chercheurs de l'UBO, l'Ifremer et du CNRS. Certains acteurs et outils se positionnent spécifiquement sur des missions d'accompagnement de l'innovation maritime : le pôle Mer Bretagne Atlantique ou le pôle d'innovation Orion, le PUI Blue Box, dont les sièges se situent au technopôle Brest-Iroise, l'Institut Carnot Mers situé au siège de l'Ifremer, le projet Blue Valley à Morlaix, etc. Sans pouvoir les présenter intégralement, voici quelques mots sur des acteurs ou outils qui singularisent l'offre d'accompagnement dans l'Ouest breton :

• **Le pôle universitaire d'innovation (PUI) Blue Box.** Les PUI ont émergé récemment en France dans le cadre d'un appel à projets national, financé par le plan d'investissement France 2030. Le constat de départ était simple : la France possède une recherche fondamentale de très haut niveau, mais peine parfois à transformer ces découvertes en brevets, en technologies industrielles ou en start-ups. Les acteurs brestois ont saisi l'opportunité et se sont fédérés pour proposer un projet visant à accélérer l'innovation et les transferts technologiques dans le domaine maritime. Sur les 29 PUI existants actuellement en France, le PUI Blue Box est le seul à être dédié à une thématique, celle de l'Océan Tech. Labellisé en 2023, son financement court jusqu'à fin 2027.

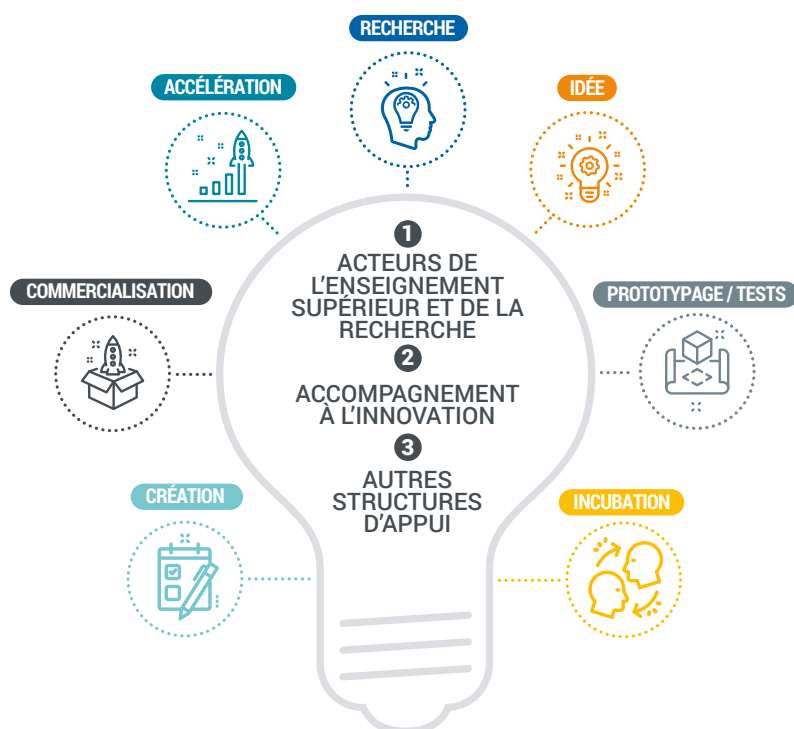
• Le projet **Blue Valley®** est animé depuis 2019 par le Pays de Morlaix et ses EPCI adhérents, avec le soutien de la Région et du Feampa. C'est à la fois un projet de développement économique territorial et une marque, dont l'ambition est de soutenir le développement de la bioéconomie bleue, qui représente déjà plus de 20 entreprises et environ 400 emplois sur le pays de Morlaix, soit une croissance de plus de 8 % des effectifs depuis 2019. Les missions : animer la communauté d'acteurs, susciter l'envie

d'entreprendre, faciliter le parcours du créateur, stimuler l'innovation et le transfert de technologies au croisement des filières et contribuer au rayonnement à l'international. Ce dispositif est animé en complémentarité des actions portées par l'ensemble des acteurs bretons de l'innovation.

• **L'Institut Carnot d'Ifremer, appelé Institut Mers** (Marine Engineering Research for sustainable, safe and smart Seas), a été labellisé en 2020. Le label « Carnot » est accordé aux structures de recherche publique qui s'engagent fortement dans la recherche partenariale avec les entreprises. Sa mission principale est d'être un guichet d'entrée pour celles qui souhaitent innover dans le domaine maritime (ex : lever des verrous technologiques, tester des matériaux, concevoir de nouveaux prototypes). L'une des forces de l'institut réside dans l'offre d'accès à des infrastructures de tests de très haute qualité : le bassin à houle, les plateformes de tests en mer, des caissons hyperbares pour tester la résistance des sous-marins ou des robots aux pressions extrêmes des grands fonds, etc.

Depuis 2010,
165 brevets en lien
avec le milieu maritime
ont été déposés.

UN ÉCOSYSTÈME FAVORABLE À L'INNOVATION MARITIME



- 1 Acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche :** Ifremer, CNRS, Sorbonne Université, Station biologique de Roscoff, UBO, IUEM, IRD, Ensta, Enib, Isen Ouest, IMT Atlantique, école navale.
- 2 Accompagnement de l'innovation :** technopôles (technopoles Brest-Iroise et Quimper-Cornouaille), pôle innovation de Morlaix, pôles de compétitivité (Mer Bretagne Atlantique, Image et Réseaux, Valorial, ID4 Mobility), pôle d'innovation Orion.
- 3 Autres structures d'appui :** BPI, Village by CA, Campus mondial de la mer, Cluster algues Bretagne, France cyber maritime, Pôle formation UIMM Bretagne, Campus des métiers et des qualifications des industries de la mer, Cinav.



Crédit : Pays de Morlaix - Station Biologique de Roscoff

La dronisation maritime : le Finistère à la pointe

Qu'est-ce-que la dronisation maritime ?

L'utilisation de drones dans l'espace maritime devient de plus en plus incontournable. Qu'ils soient aériens (unmanned aerial vehicle ou UAV), de surface (unmanned surface vessel ou USV), sous-marins (autonomous underwater vehicle ou AUV), téléopérés à distance (remotely operated vehicle ou ROV), ou de différentes morphologies, ils couvrent un large champ de technologies, d'espaces d'intervention ou de domaines d'application, pour des besoins civils comme militaires. Quel que soit leur domaine d'intervention, l'objectif est de dépasser les limites de l'intervention humaine et de réduire les risques liés à la conduite des missions.

Certains secteurs, comme l'offshore pétrolier, intègrent les drones maritimes depuis plusieurs dizaines d'années pour effectuer des relevés environnementaux, tandis que d'autres, comme la maîtrise des fonds marins, la maintenance des énergies marines renouvelables (EMR) et d'autres infrastructures ou la surveillance des trafics illicites s'ouvrent progressivement à leur utilisation. Le développement de la filière entraîne dans son sillage des activités connexes telles que le maintien en condition opérationnelle, l'amélioration des capacités d'essais, ainsi que la formation de spécialistes et d'experts dans le domaine. Ces perspectives enrichissent le potentiel d'emplois et de compétences que le Finistère pourrait concentrer, à l'avenir, au plus près de ses écosystèmes.

Le Finistère constitue l'un des principaux écosystèmes de la dronisation maritime en France.

Une filière économique de 300 emplois

Le Finistère constitue l'un des principaux écosystèmes de la dronisation maritime en France. Parmi les 150 acteurs publics et privés identifiés au sein de la filière, plus du tiers se situe en Bretagne. Le département, et la métropole brestoise en tête de proue, hébergent une vingtaine d'entreprises de la dronisation maritime qui emploient près de 300 salariés. Le reste de l'activité régionale est principalement localisée autour de Lorient et Vannes, où les entreprises comme Seaber, RTSYS, Arkeocean ou NKE Group collaborent avec l'écosystème brestois tout en demeurant des concurrents directs sur le volet industriel. Le bassin lannionais affiche aussi de vraies complémentarités avec Brest, par la présence d'Exail sur les deux sites, mais aussi par son positionnement davantage orienté vers les solutions aériennes.



Thales se démarque comme le principal acteur de cette filière. Avec environ 150 salariés dédiés à la dronisation maritime, soit la moitié des emplois du département. Le groupe industriel a été l'un des précurseurs sur la conception des premiers dispositifs acoustiques, au travers de projets collaboratifs menés avec les acteurs locaux et nationaux. Plus récemment, Thales a été lauréat de projets européens et du programme franco-britannique « Maritime Mine Counter Measures » (MMCM), l'identifiant comme un système de référence en Europe et confortant son positionnement sur la guerre des mines.

Avec 130 emplois à Brest, Exail se place comme l'autre acteur majeur de la filière. Il contribue au développement des systèmes de positionnement acoustique (Gaps et ses balises, centrales inertielles) et de navigation des AUV/ROV développés sur le site. L'autre pan de l'activité repose sur la conception de logiciels de planification de mission et d'exploitation des images sonar pour la reconnaissance de contacts par intelligence artificielle.

L'écosystème industriel s'appuie plus largement sur d'autres acteurs comme Sercel Underwater Acoustics qui conçoit et fabrique en petites séries des équipements acoustiques dédiés à l'exploration du sous-sol marin. D'autres fournissent des prototypes en petite série. Hexa-H (8 emplois, Brest) et Aéromaritime engineering, développent des capteurs embarqués dans les drones. Le groupe Nexeya fournit des services et des équipements pour le compte de la Marine nationale et les industriels de la défense. D'autres acteurs répondent à des besoins liés à la mécanique des drones comme l'entreprise Florian Madec Composites, qui conçoit la structure des drones à partir de matériaux composites, testés dans son propre caisson hyperbare, qui simule un environnement correspondant à 6 000 mètres de profondeur. Meunier Lifting Equipment conçoit des équipements de type « Launch and recovery system » (Lars) qui permettent aux navires-mère de mettre à l'eau ou de récupérer des drones sans intervention humaine. Dans un autre registre, l'entreprise H2X Ecosystems aspire à déployer, depuis le port de Brest, des solutions drones en mer alimentées en hydrogène afin de décarboner les activités maritimes.

Une excellence de la recherche très imbriquée avec le marché

Composée d'une centaine de chercheurs, la recherche locale présente des atouts remarquables dans toutes les composantes d'un drone. Elle a développé un savoir-faire assez unique dans leur conception et leur amélioration continue (fonctions de navigation, fiabilité, sécurisation, charges utiles). Le Labsticc couvre l'ensemble de la chaîne de la valeur, d'autres sont davantage spécialisés comme l'IRDL sur l'efficacité énergétique et la robustesse des matériaux ou l'Irenav sur les nouveaux modes de propulsion. Ces avancées technologiques servent les intérêts d'un écosystème bien plus large de structures de recherche, qui s'appuient sur les drones pour conduire leurs missions à l'instar de l'Ifremer et du Shom.

Le lien entre la recherche et le marché est inscrit dans l'ADN de la filière, au regard des nombreuses collaborations ayant conduit à l'émergence de solutions innovantes. À ce titre, l'Ensta joue un rôle d'intermédiaire entre la sphère académique et le monde économique, au travers de laboratoires communs comme Seni « systèmes embarqués navals intelligents » ou au sein du groupement d'intérêt scientifique Cormorant dont l'une des finalités est de fiabiliser et sécuriser les robots sous-marins par l'amélioration des performances des capteurs embarqués servant à l'identification automatique.

Des formations au plus près des besoins de la filière

Bien qu'encore naissante, l'offre de formation du territoire répond déjà depuis plus de 15 ans aux besoins des industriels de la filière. L'Ensta fait partie des établissements précurseurs, avec la création robotique en 2009 qui s'est affinée en 2018 sur la question de l'autonomie. L'école co-accréditée avec l'Enib, l'UBO et l'IMT Atlantique un cursus en alternance dédié aux systèmes embarqués et par un master en informatique dont le parcours « systèmes interactifs, intelligents et autonomes », apporte aux étudiants des briques de compétences sur les sujets de systèmes complexes et de robotique autonome. Parallèlement, l'IUT de Brest-Morlaix a ouvert en 2025 une licence professionnelle pionnière, unique en France, dédiée à la maintenance et au pilotage téléopéré de robots sous-marins (ROV).

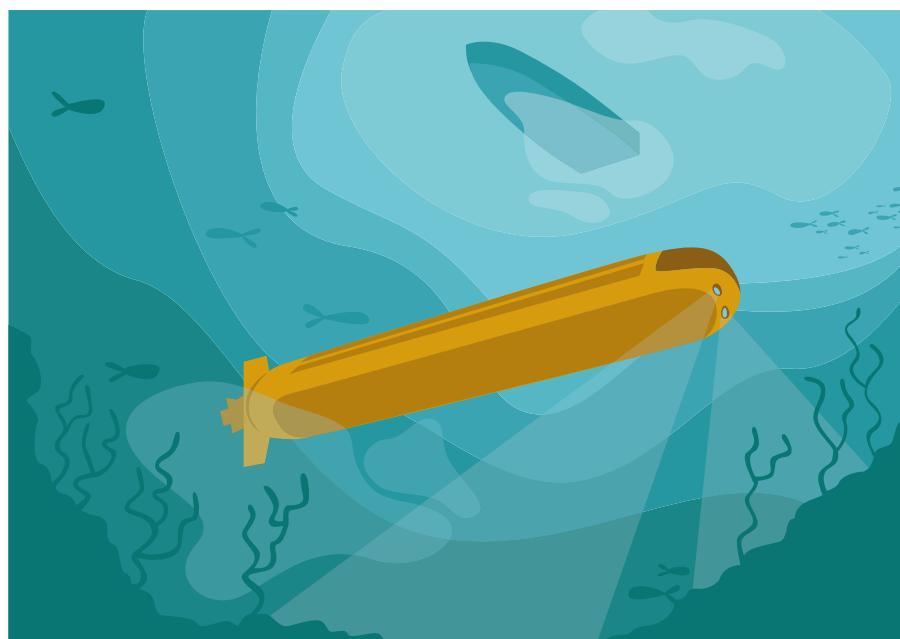
Cette dynamique académique est renforcée par des acteurs de terrain. L'association Celadon propose des formations opérationnelles courtes et des mises en situation concrètes en mer, notamment pour accompagner les étudiants dans leurs essais réels. À l'échelle européenne, le projet SeaAhead — porté par le Campus des métiers et des qualifications des industries de la mer et le Pôle Mer Bretagne Atlantique — ambitionne de créer des centres d'excellence professionnelle s'appuyant sur la simulation et les technologies immersives pour adapter les compétences aux exigences de la filière.

Une richesse d'infrastructures et de moyens d'essais à terre et en mer

Le Finistère se distingue comme une place de premier plan pour l'expérimentation de ces nouvelles technologies maritimes. À terre, l'Ifremer dispose d'infrastructures de pointe, à commencer par son bassin à houle, le plus profond d'Europe. Il permet à des nombreux industriels de mener des études comportementales des structures offshore (éoliennes en mer, câbles sous-marins, etc.). L'Ifremer possède également des caissons hyperbares pour simuler l'environnement sous-marin et ses effets sur la robustesse des matériaux. Le Shom, spécialisé dans l'étalonnage des capteurs embarqués, va agrandir sa cuve, par l'intermédiaire de son plan d'investissement d'avenir de 18 M€, lui conférant un degré de précision unique en France. L'Ensta, via sa plateforme Masmeca, propose de nombreux moyens d'essais, de mesures, d'observations et de prototypes couvrant une large gamme d'échelles (du microscopique au prototype à l'échelle 1). L'établissement a investi dans un nouveau bassin d'essais offrant des prestations uniques de détection, de localisation et de coordination des drones aériens, de surface et sous-marins.

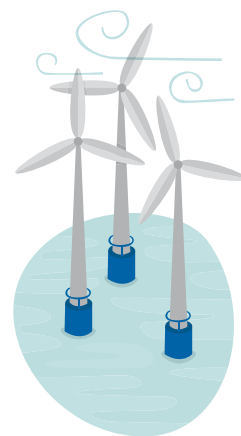
En rade de Brest, Celadon fournit divers services (expérimentations, déploiement de drones, obtention d'autorisations) à l'ensemble de l'écosystème pour faciliter les essais. Elle déploie aussi des instruments en baie de Douarnenez, qui présente des conditions de mer plus variées qu'en rade de Brest et une exposition aux conflits d'usages moins prononcée.

L'Ifremer détient également un accès mer privilégié dans l'anse de Saint-Anne du Portzic où se trouve une plateforme instrumentée au service d'essais pour les énergies marines entre autres. La Marine nationale dispose également de ses propres capacités d'essais, composées de plateformes dronisées, d'outils et moyens de suivi de trajectographie, pilotées par la Direction générale de l'armement techniques navales (DGA-TN) depuis Lanvéoc.



Le lien entre la recherche et le marché est inscrit dans l'ADN de la Filière.

La filière des énergies marines renouvelables : enjeux et retombées pour l'économie maritime



Un levier stratégique pour la transition énergétique régionale

Dans un contexte de transition énergétique accélérée et de tensions sur les approvisionnements, la Bretagne se distingue par une situation structurelle de dépendance énergétique. Du fait notamment de sa position péninsulaire en bout de réseau, la région ne produit qu'une part limitée de l'électricité qu'elle consomme et importe près des deux tiers de ses besoins. Dans ce contexte, le développement des énergies marines renouvelables (EMR) constitue un levier stratégique majeur, à la fois pour sécuriser l'approvisionnement énergétique et pour réduire la dépendance aux énergies fossiles.

Les orientations régionales et nationales convergent vers une montée en puissance de ces technologies. Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet) fixe ainsi des objectifs ambitieux visant à couvrir, à horizon 2050, l'intégralité de la consommation énergétique bretonne par une production locale et renouvelable, avec une contribution centrale de l'éolien en mer. À l'échelle nationale, la programmation énergétique prévoit également un développement massif des capacités maritimes, offrant une visibilité accrue aux acteurs de la filière.

L'Ouest breton, territoire pivot du développement des EMR

L'Ouest breton occupe une position stratégique dans ce déploiement, du fait de ses caractéristiques géographiques, industrielles et portuaires.

Les conditions naturelles sont favorables au développement de l'éolien en mer, notamment flottant, ainsi qu'à l'expérimentation de technologies émergentes comme l'hydrolien. Plusieurs projets structurants illustrent cette dynamique : le parc éolien de la baie de Saint-Brieuc, accueillant aujourd'hui près de 40 emplois pour une puissance de production de 496 MW, mis en service en mai 2024, ou encore les projets en cours en

Bretagne Sud et en baie de Morlaix, avec des puissances significatives envisagées, de 1,2 GW¹ pour ce dernier. Ces projets s'inscrivent dans une logique de montée en charge progressive.

Le rôle des infrastructures portuaires est déterminant dans cette dynamique. Le port de Brest, avec son polder dédié aux EMR, constitue aujourd'hui un site majeur pour l'assemblage et la logistique des structures d'éoliennes en mer, tandis que Lorient se positionne sur des segments complémentaires tels que les systèmes d'ancrage. Ces investissements participent à l'affirmation de l'Ouest breton comme base industrielle des EMR en France.

1. Un gigawatt (GW) est une unité de mesure de la puissance électrique égale à 1 000 mégawatts. Cette puissance énergétique, conséquente, permet d'alimenter environ 750 000 foyers simultanément.

Une filière économique en structuration et créatrice de valeur

Au-delà des enjeux énergétiques, la filière des EMR représente un vecteur de développement économique pour l'Ouest breton et plus largement pour l'économie maritime régionale.

La Bretagne compte aujourd'hui un tissu d'environ 200 entreprises impliquées dans la filière, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de la conception à la maintenance des installations². Le développement de l'éolien flottant, en particulier, ouvre de nouvelles perspectives pour les acteurs locaux, en mobilisant des compétences diversifiées (naval, ingénierie, matériaux, logistique).

En 2024, la filière EMR française représentait plus de 8 000 emplois et plusieurs milliards d'euros d'investissements³. À l'échelle locale, chaque parc s'accompagne de retombées durables, notamment à travers la création de bases de maintenance sur le long terme et des emplois associés. Les retombées économiques concernent également les activités portuaires, la sous-traitance industrielle. Pour l'instant, les résultats localisés sont encore faibles et ne constituent pas encore un volume d'emplois conséquent. Une étude réalisée par l'agence Bretagne Next estime que la

Bretagne pourrait compter jusqu'à 5 000 à 10 000 emplois dans la filière d'éolien flottant en 2040 et générer plus de 13 Mds d'euros de valeurs ajoutées cumulées.

Pour accompagner le développement de cette filière, l'écosystème de l'Ouest breton peut s'appuyer sur la présence de France Énergies Marines. Reconnu à l'échelle nationale, voire internationale, cet institut compte plus de 90 salariés en France, dont 50 à Plouzané. Sa mission est d'accompagner le déploiement de cette nouvelle filière industrielle en apportant des connaissances et des solutions sur les plans technologique, environnemental et sociétal.

Cette structuration progressive s'accompagne d'un soutien public important, notamment via les investissements dans les infrastructures portuaires et l'accompagnement des entreprises. L'enjeu est de consolider un écosystème industriel régional compétitif, capable de capter les retombées économiques de la transition énergétique maritime.

2. Source : Réseaux des agences d'urbanisme et de développement & réseaux des CCI de Bretagne.

3. Source : Bretagne Next.

Des enjeux d'intégration territoriale et d'acceptabilité

Le développement des EMR s'inscrit dans un espace maritime fortement convoité, ce qui soulève des enjeux d'intégration territoriale importants, voire l'émergence de conflits d'usage.

La question de la coactivité, avec notamment la pêche, constitue un point central. Les interactions entre les activités varient selon les technologies et les phases de développement des projets (construction, exploitation) et nécessitent un dialogue approfondi entre les acteurs. Rester toujours ouverts aux échanges avec les acteurs concernés et la tenue régulière d'analyses objectives selon les problématiques soulevées, sont les clefs d'une coexistence durable.

Sur le plan environnemental, les EMR participent à l'amélioration des connaissances scientifiques sur les milieux marins. En effet, lorsque de tels projets sont identifiés, les procédures impliquent des études d'impacts sur les milieux naturels. Ainsi, la connaissance des écosystèmes marins s'est accrue avec le déploiement de ces parcs éoliens. Des retours ont même permis de mettre en évidence des effets positifs en matière de biodiversité (effet récif). Toutefois, des points de vigilance subsistent, notamment sur les impacts à long terme et les équilibres écologiques.

Enfin, les enjeux paysagers et d'acceptabilité sociale restent significatifs. Ils impliquent un travail renforcé de concertation et de médiation, condition indispensable à la réussite des projets.

Des défis à relever pour consolider la filière

Malgré son potentiel, la filière EMR dans l'Ouest breton fait face à plusieurs défis structurants. Les délais de développement des projets restent longs, en raison de procédures complexes et d'un pilotage encore largement centralisé au niveau étatique.

À cela s'ajoutent des enjeux de visibilité pour les industriels qui ont besoin d'une programmation régulière des projets pour sécuriser leurs investissements conséquents. De plus, à la suite de la sortie du dixième appel à projets, la question du rachat de l'énergie produite a été soulevée. L'objectif, fixé par l'État de tendre vers un tarif moyen inférieur à 100 euros le mégawattheure, remet en cause la rentabilité économique de certains investissements industriels.

La dépendance à certaines chaînes d'approvisionnement internationales soulève des questions de souveraineté industrielle. Par ailleurs, la structuration de la filière nécessite une coordination renforcée entre les différents niveaux d'acteurs (État, région, collectivités, entreprises). Enfin, la planification des projets et leur insertion dans les territoires nécessitent d'être encore consolidées pour répondre aux enjeux d'acceptabilité.

Concernant le port de Brest, des investissements significatifs ont été engagés afin d'accueillir et d'accompagner le développement de la filière à hauteur de plus de 250 millions d'euros. Ces financements, majoritairement publics, ont été portés en premier lieu par la Région Bretagne. Des chantiers temporaires, destinés à réaliser les projets du Grand Ouest ont été accueillis au terminal EMR tels que les parcs éoliens posés de Saint-Brieuc, de Noirmoutier ou

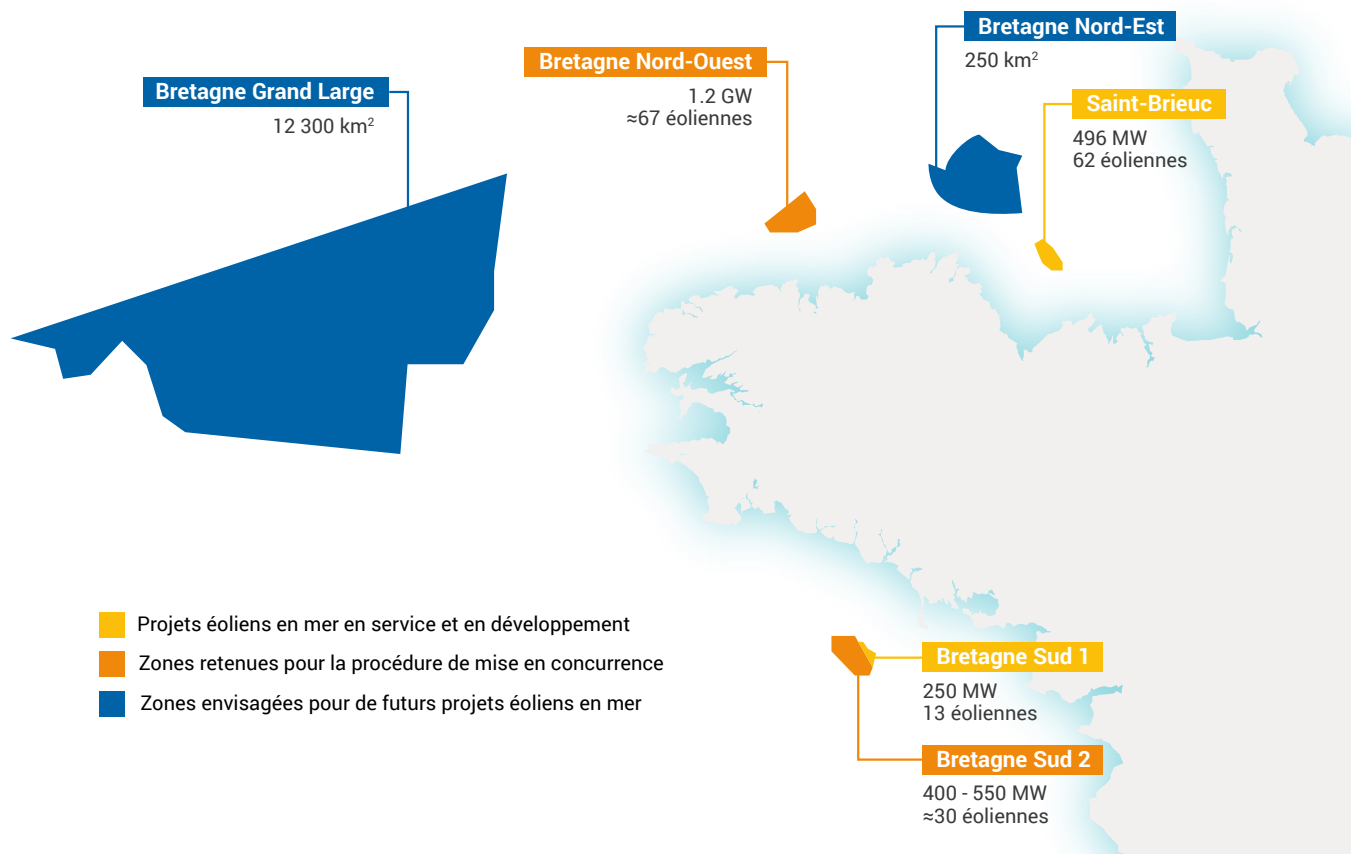
encore de Dieppe. En effet, la fabrication des jackets (fondations des éoliennes) nécessite une certaine proximité géographique avec les zones d'implantation des parcs. Cette zone de chalandise peut s'étendre jusqu'au sud du Royaume-Uni.

La construction d'un parc éolien génère généralement entre deux et quatre ans d'activité. Par exemple, le groupement espagnol Navantia-Windar a été le premier à s'implanter sur le polder de Brest pour participer à la fabrication d'une partie des fondations du parc de Saint-Brieuc, avant de quitter le site une fois le chantier achevé.

Aujourd'hui, le développement de l'éolien flottant constitue le nouvel enjeu prioritaire des EMR. Ces infrastructures, de plus grande ampleur, nécessitent de nouveaux investissements pour adapter le terminal, estimés à environ 250 millions d'euros supplémentaires. Cette nouvelle phase d'investissement permettrait d'accueillir ces chantiers, considérés comme déterminants pour renforcer l'indépendance énergétique.

Par ailleurs, un enjeu majeur réside dans la capacité à attirer durablement des entreprises sur ce terminal. Dans cette perspective, l'implantation d'une usine de câbles sous-marins est actuellement à l'étude. Un tel projet pourrait générer environ 300 emplois pérennes et mobiliser près de 400 millions d'euros d'investissements privés. Au regard de son positionnement central, le port de Brest peut se démarquer.

Figure 17 – Les projets de parcs éoliens en mer bretons





Crédit : Benjamin Leterrier - CNRS - Pays de Morlaix

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



Observatoire de l'économie maritime en Bretagne n°3 : [Observatoire de l'économie maritime en Bretagne n°3 | ADEUPa Brest](#)



La filière dronisation maritime dans Brest métropole : [La filière dronisation maritime dans Brest métropole | ADEUPa Brest](#)



Observatoire de l'économie maritime du bassin de Brest #3 : [L'économie maritime du bassin de Brest | ADEUPa Brest](#)



L'Ouest breton face à la transition énergétique - Note d'analyse n°4 : [L'Ouest breton face à la transition énergétique | ADEUPa Brest](#)

Et ailleurs

- Étude d'impact socio-économique de l'éolien flottant en Bretagne : [Éolien flottant : jusqu'à 11 400 emplois en Bretagne d'ici 2050 - Next](#)
- L'économie maritime emploie 374 600 salariés en 2023 : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/9022577#consulter>

LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE DU FINISTÈRE

Direction de la publication : François Rivoal | **Réalisation :** Lucie Bianic, Kevin Charles, Quentin Delaune, Nadine Le Hir
Traitement statistique / Cartographie : Julie Bargain, Lucie Bianic, Quentin Delaune, Nadine Le Hir
Relecture : Magali Can | **Mise en page :** Cubik communication
Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : Septembre 2026
ISSN : 2425-9608 | **Réf :** 26-131 | **Site web :** www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE